



## En Bref

### Énergie

- L'Inde envisage de modifier les modalités de financement des projets hydroélectriques, afin d'exploiter notamment le potentiel des États du Nord-Est et de l'Himalaya.
- Le secrétaire aux mines de l'État du Jammu-et-Cachemire annonce le début des démarches de mise aux enchères pour l'exploitation des réserves de lithium découvertes le mois dernier, mais aucune date n'a encore été communiquée.

### Transport

- La Ministre des Finances a annoncé un programme pour convertir les trains touristiques des lignes ferroviaires historiques en trains à hydrogène, dont le budget pourrait s'élever autour de 300 M€.
- L'Inde s'engage dans l'élaboration d'un cadre réglementaire et d'une feuille de route pour la mise en place de sa politique sur les ports verts et le transport maritime durable.

### Ville

- Le consultant français Systra a soumis la meilleure offre pour la phase 2 du métro de Kochi, mais le marché n'a pas été attribué, les offres déposées dépassant l'estimation financière de l'administration.

### Environnement

- L'Inde est en voie de respecter son engagement sur l'augmentation des capacités de ses puits de carbone de 2,5 à 3 Mds de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> d'ici 2030. Une ambiguïté demeure sur l'année de référence considérée.

- Le ministre de l'environnement Bhupender Yadav salue la synthèse du rapport du GIEC qui confirme la vision de la Mission LiFE et soutient l'appel de l'Inde pour une justice climatique.
- Le changement climatique accroît la tension sur les ressources hydriques et le partage de l'eau entre les différents usages qui représente un défi politique.
- Le ministre des sciences de la terre Jitendra Singh a précisé les objectifs de la Mission « Deep Ocean ».

## Numérique

- La société de télécommunication française, Orange a signé un accord de distribution avec l'opérateur satellite One Web.
- L'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) achève avec succès son deuxième lancement de satellites pour OneWeb (72 satellites lancés au total).

## Aéronautique

- Les autorités indiennes sont réticentes à étendre les droits de trafic aérien.
- 

## Énergie

**L'Inde envisage de modifier les modalités de financement des projets hydroélectriques, afin d'exploiter notamment le potentiel des États du Nord-Est et de l'Himalaya.**

Selon la *Central Electricity Authority*, la capacité installée d'hydroélectricité est de 46,9 GW soit environ 11% de la capacité totale installée. Cependant il est estimé que le potentiel hydroélectrique économiquement exploitable et viable du pays est de 84 GW, ce qui porte à 55 % la part du potentiel exploité. Selon une source proche du dossier, le groupe de travail dirigé par VK Saraswat (Membre du think-tank NITI Aayog) préparerait un plan de développement des bassins versants et des projets hydroélectriques des États du Nord-Est. La priorité sera d'aligner à terme les tarifs de production hydroélectrique sur le tarif moyen national d'achat de l'électricité (95 €/MWh pour l'hydroélectricité contre une moyenne à 42€/MWh). Pour y parvenir, le gouvernement envisagerait d'accroître le soutien budgétaire aux infrastructures et de revoir les politiques de tarification de l'électricité hydroélectrique. Selon la même source, le gouvernement pourrait envisager des prêts à taux réduit à plus long terme pour de tels projets tout en renforçant la trajectoire croissante d'obligations d'achat d'électricité hydroélectrique par les sociétés de distribution.

[En savoir plus](#)

**Le secrétaire aux mines de l'État du Jammu-et-Cachemire annonce le début des démarches de mise aux enchères pour l'exploitation des réserves de lithium découvertes le mois dernier, mais aucune date n'est communiquée.**

En février, 5,9 M de tonnes de lithium ont été découvertes dans les contreforts de la région de Salal-Haimana dans le district de Reasi. Concernant le début de l'exploitation des réserves découvertes, Amit Sharma, le secrétaire aux mines du Jammu-et-Cachemire temporise en expliquant qu'il est nécessaire de comprendre les enjeux de son utilisation et mentionne la difficulté que représente l'exploitation minière en montagne.

Suite à la campagne d'exploration du GSI (Geological Survey of India) qui a mené à la découverte de 5,9 M de tonnes de minerai de lithium, une nouvelle campagne d'exploration suit son cours dans le Nord de l'Inde (Panasa – Dugga – Baldhanum – Chakar – Sangarmarg).

[En savoir plus](#)

## Transport

**La Ministre des Finances a annoncé un programme pour convertir les trains touristiques des lignes ferroviaires historiques en trains à hydrogène, dont le budget pourrait s'élever autour de 300 M€.**

Dans un rapport déposé devant les deux chambres du Parlement, le comité parlementaire permanent des chemins de fer a salué l'initiative d'exploiter des trains à hydrogène sur les itinéraires de montagne et estime que ce projet irait dans la bonne direction en matière de décarbonation du secteur. Cette initiative est conforme au discours du budget 2023-24 de la Ministre des Finances, Mme Nirmala Sitharaman, qui a mis l'accent sur la mission nationale sur l'hydrogène vert. Le premier train à hydrogène circulera sur le circuit touristique de Kalka-Shimla d'ici décembre 2023.

Dans le cadre du programme "*Hydrogen for Heritage*", 35 trains ont été identifiés pour être convertis en train à hydrogène pour un coût estimé à 9 MEUR (80 Crores INR) par train et 7,9 MEUR (70 Crores INR) pour les infrastructures par tronçon.

Sur le tronçon Jind - Sonapat de la Northern Railway, un projet pilote a été attribué pour la conversion d'une locomotive multiple électro-diesel par des piles à combustibles, pour un coût de 12,5 MEUR (111,8 Crores INR) incluant l'infrastructure. Les essais du premier prototype devraient débuter en 2024.

[En savoir plus](#)

**L'Inde s'engage dans l'élaboration d'un cadre réglementaire et d'une feuille de route pour la mise en place de sa politique sur les ports verts et le transport maritime durable.**

Le 22 Mars, dans le cadre des objectifs d'Atmanirbhar, le ministre des ports et des transports maritimes et fluviaux S. Sonowal a inauguré le premier centre d'excellence indien en matière de ports et de transports maritimes écologiques (NCoEGPS). Ce centre est le fruit d'une collaboration entre le MoPSW et l'Institut de l'énergie et des ressources (TERI). Le NCoEGPS agira en tant que coordinateur de l'industrie pour la construction de navires écologiques et favorisera le "Make in India" en matière d'ingénierie dans les secteurs du transport maritime et fluvial.

Conformément à la Mission LiFE, ce centre constitue une étape importante vers la neutralité carbone d'ici 2070. Le NCoEGPS travaillera sur 10 projets cruciaux, tels que l'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'éolien offshore et sur l'identification d'un biocarburant à mélanger avec les carburants navals conventionnels. Il travaillera à l'identification d'une technologie de pile à combustible pour le transport maritime de longue distance et à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour le transport de l'hydrogène jusqu'à une pression de 700 bars.

Pour faire de l'Inde un centre mondial de construction de navires propres, le MoPSW a lancé le « Green Tug Transition Programme » (GTTP) qui convertira tous les remorqueurs conventionnels en « Green Hybrid Tugs », fonctionnant avec des combustibles non fossiles tels que le méthane, l'ammoniac et l'hydrogène. Selon les objectifs du ministre, les premiers remorqueurs hybrides seront opérationnels dans tous les grands ports d'ici 2025. Au moins 50 % de tous les remorqueurs devraient être convertis en remorqueurs verts d'ici 2030.

[En savoir plus](#)

## Ville

**Le consultant français Systra a soumis la meilleure offre pour la phase 2 du métro de Kochi, mais le marché n'a pas été attribué, les offres déposées dépassant l'estimation financière de l'administration.**

Une coentreprise dirigée par la société française Systra a gagné le contrat de consultant général pour la phase 2 du métro de Kochi, une ligne de métro de 11,2 km avec 11 stations surélevées. Ils ont présenté l'offre la plus compétitive mais le marché a été annulé car l'offre était supérieure de 59% à l'estimation des autorités du métro de Kochi de 3,5MEUR (300M INR).

[En savoir plus](#)

## Environnement

**L'Inde est en voie de respecter son engagement sur l'augmentation des capacités de ses puits de carbone de 2,5 à 3 Mds de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> d'ici 2030. Une ambiguïté demeure sur l'année de référence considérée.** En août dernier, l'Inde a mis à jour 2 de ses 3 objectifs climatiques initiaux à horizon 2030 (intensité carbone de son économie et électricité d'origine renouvelable). Le troisième objectif concernant l'augmentation des puits

de carbone de 2,5 Mds à 3 Mds de tonnes CO<sub>2</sub>eq en 2030 via l'ajout supplémentaire de couverture forestière n'a pas été actualisé. En 2022, selon les données gouvernementales des 6 dernières années, la capacité du puits de carbone n'avait augmenté que de 703 M de tonnes CO<sub>2</sub>eq. A ce rythme, l'objectif n'allait pas être respecté.

Toutefois, la définition de cet objectif ne mentionne aucun niveau de référence. Ceci est expliqué par l'ambiguïté de l'interprétation du mot « supplémentaire » selon l'institut Forest Survey of India (FSI). Ainsi, « puit de carbone supplémentaire » pourrait signifier (i) en plus des puits de carbone existants au cours de l'année de référence, ou (ii) en plus de ce qu'il serait au cours de l'année cible 2030 dans le scénario de maintien du statu quo.

Si la réponse écrite au Parlement de Bhupender Yadav le 25 juillet 2022 indique que l'Inde a stocké 1,97 Md de tonnes supplémentaires de CO<sub>2</sub>eq par rapport à 2005, le ministre n'a pas repris cette année de référence en août 2022 lors de la remise officielle des engagements climatiques internationaux de l'Inde à l'UNFCC.

La croissance de la capacité des puits de carbone de l'Inde reste toutefois positive bien qu'en deça des projections de la FSI.

[En savoir plus](#)

**Le ministre de l'environnement Bhupender Yadav salue la synthèse du rapport du GIEC qui confirme la vision de la Mission LiFE et soutient l'appel de l'Inde pour une justice climatique.**

Le 20 mars, le ministre de l'Environnement, des Forêts et du changement climatique, a commenté les conclusions de la synthèse du rapport du GIEC en soulignant qu'elle réaffirme la responsabilité historique et actuelle inégale des pays dans la contribution des émissions. B. Yadav fait référence à deux arguments spécifiques. Le premier fait référence au changement de comportement et de mode de vie comme levier de réduction des émissions. Le second concerne les difficultés croissantes de financement pour l'adaptation climatique des pays en développement. A ce sujet, il rappelle la promesse non tenue du fonds de 100 Mds USD.

Il ajoute également que le rapport renforce la position toujours défendue de l'Inde vis-à-vis du développement comme meilleure solution de défense face au changement climatique et la nécessité d'action immédiate des pays développés sur les principes de justice et d'équité en termes de réduction des émissions et de la mobilisation de capitaux à destination des pays en développement pour l'accès aux technologies vertes.

[En savoir plus](#)



### **Le changement climatique accroît la tension sur les ressources hydriques et le partage des usages qui représente un défi politique.**

Le rapport du GIEC et celui de la commission parlementaire soulignent le défi que représente l'accès à l'eau douce pour l'Inde. Un aspect important du rapport de synthèse du GIEC est l'impact du changement climatique sur les écosystèmes d'eau douce. Le rapport de la commission parlementaire sur les eaux souterraines précise que les eaux souterraines répondent à 67 % des besoins d'irrigation et constituent la source de 80 % de l'eau potable. Environ 89 % des 218 milliards de mètres cubes d'eau souterraine prélevés chaque année sont destinés à l'irrigation. L'Inde étant soumise au stress hydrique, la conservation de la ressource devient un enjeu primordial. La mise en place d'une utilisation plus rationnelle nécessitera des choix politiques.

La politique agricole doit être calibrée de manière à ce que les cultures correspondent à une zone agroclimatique appropriée. Au regard des événements lors de la réforme agricole de 2020, le défi réside dans l'intégration des variables associées au changement climatique dans la politique agricole sans défavoriser un trop grand nombre d'acteurs.

[En savoir plus](#)

### **Le ministre des sciences de la terre Jitendra Singh a précisé les objectifs de la Mission « Deep Ocean ».**

En réponse aux questions de la Rajya Sabha, le 23 mars, le ministre des sciences et technologies et des sciences de la terre, Jitendra Singh a expliqué que la mission en eaux profondes interministérielle et pluridisciplinaire a pour objectif le développement de technologies pour l'exploration et l'exploitation de ressources minières sous-marines (cobalt, nickel, cuivre, manganèse), l'exploration de la biodiversité marine et le développement de services de conseils sur les impacts du changement climatique sur l'océan. Il s'agira de mieux comprendre les enjeux de l'augmentation du niveau de la mer, l'intensité et la fréquence des tempêtes pour les régions côtières. En matière énergétique, des études seront conduites sur la conversion de l'énergie thermique des mers pour la production d'électricité.

[En savoir plus](#)

## **Numérique**

### **La société de télécommunication française, Orange a signé un accord de distribution avec l'opérateur satellite OneWeb.**

Orange a signé un accord de distribution avec l'opérateur de satellites OneWeb afin d'étendre la connexion internet notamment en Europe, en Afrique et en Amérique latine.. Grâce à ce nouveau partenariat, Orange complète son offre de solutions de connectivité multi-orbites, au profit des PME, des opérateurs de télécommunications et des fournisseurs d'accès à internet. OneWeb fusionne avec l'opérateur de satellites français Eutelsat, tandis que l'entreprise indienne de télécommunications Bharti et l'opérateur français de satellites Eutelstat sont désormais les deux principaux actionnaires de OneWeb, avec respectivement 30 % et 23 % du capital de l'entreprise (octobre 2021).

[En savoir plus](#)

### **L'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) achève avec succès son deuxième lancement de satellites pour OneWeb (72 satellites au total lancés).**

L'ISRO a lancé avec succès 36 satellites pour l'opérateur OneWeb, en utilisant sa fusée la plus lourde, la LVM-3. L'agence spatiale a gagné environ 112 MEUR ( 10Mds INR) grâce à ce lancement, ce qui constitue l'un de ses revenus les plus élevés.

L'ISRO a mis en orbite un total de 72 satellites pour OneWeb et joue un rôle majeur dans les plans de l'Inde visant à augmenter sa part de marché des lancements commerciaux de 2 % à 10 % d'ici 2030.

[En savoir plus](#)

## **Aéronautique**

### **Les autorités indiennes réticentes à étendre les droits de trafic aérien.**

Le 20 mars, malgré la croissance du marché aéronautique, le gouvernement indien vient de refuser le 20 mars, aux Émirats arabes unis (EAU) l'élargissement du volume offert de 66504 sièges/par semaine et par pavillon que prévoit leur accord bilatéral sur les services aériens de 2014. Le président de la compagnie aérienne Emirates, Tim Clark, s'est déclaré très contrarié par cette annonce qui protège les compagnies indiennes en cours de réorganisation de leur flotte. Emirates utilise déjà la totalité de son allocation de droits bilatéraux et opère actuellement 167 vols hebdomadaires entre Dubaï et l'Inde avec un taux moyen de remplissage supérieur à 90%.

L'Inde a en revanche une politique de ciel ouvert avec les pays situés au-delà du rayon de 5 000 kilomètres de l'Inde. Plus globalement, les autorités indiennes semblent néanmoins actuellement peu enclines à augmenter les volumes des accords existants en attendant l'accroissement des capacités des compagnies indiennes pour mieux répondre aux besoins des marchés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Delhi  
110021, INDIA

Rédacteurs : Logan PASBEAU, Feli VISCO, Hervé MILLEQUANT,  
Marion VELUT, Marie KHATER

Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>